# ARGUMENTS ÉCONOMIQUES EN FAVEUR DE L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT URBAINS

## Introduction

Plus de la moitié de la population urbaine mondiale (53 %) n'a pas accès à des installations sanitaires propres sur place[1], et 15 % n'ont pas d'eau potable propre et facilement disponible[2]. Le manque de services d'assainissement de base touche 31 % de la population en Afrique sub-saharienne, 40 % en Asie du Sud et 22% en Asie de l'Est et Pacifique[3]. L'accès à l'eau potable est également limité : en Afrique subsaharienne, 51 % de la population n'a pas d'accès de base à l'eau potable, tout comme 25 % en Asie du Sud et 16 % en Asie de l'Est et Pacifique.

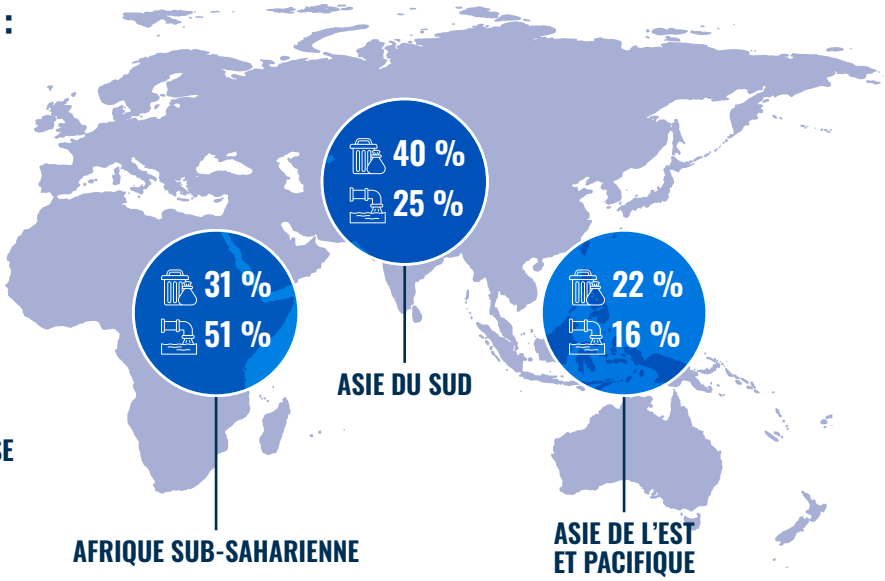
Les disparités dans l'accès à l'eau sont coûteuses et inégales : dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les coûts économiques d'un mauvais assainissement nuisant à la santé, à la productivité et à l'environnement sont estimés à 260 milliards de dollars par an, soit 1,5 % du PIB mondial — et les effets sur le PIB pour les grands pays en développement sont encore plus importants[4]. Ces disparités touchent aussi de manière disproportionnée les femmes et les enfants.

### EAU ET ASSAINISSEMENT : DISPARITÉS À L'ÉCHELLE MONDIALE

Plus de la moitié de la population urbaine mondiale ne dispose pas d'installations sanitaires sur place, 15 % n'ont pas accès à de l'eau potable propre et disponible, et l'accès à ces deux éléments varie à l'échelle mondiale.

MANQUE DE SERVICES D'ASSAINISSEMENT DE BASE

ACCÈS LIMITÉ À L'EAU POTABLE






CommDev | AN INNOVATION OF IFC International Finance Corporation WORLD BANK GROUP
WORLD BANK GROUP SDG PARTNERSHIP FUND | Fias THE FACILITY FOR INVESTMENT CLIMATE ADVISORY SERVICES | UMBRELLA FACILITY FOR GENDER EQUALITY | ADMINISTERED BY WORLD BANK GROUP

Le manque d'infrastructures et les frais de service élevés ont aussi des effets négatifs sur les prestataires de services d'eau et d'assainissement, car ils limitent leur clientèle et les possibilités d'expansion dans les quartiers non desservis. Les ménages à faible revenu sont souvent contraints de dépenser jusqu'à 15 fois plus pour de l'eau provenant de sources privées peu fiables[5], ce qui exacerbe la pauvreté et les inégalités pour les pauvres des zones urbaines, dont les femmes et les enfants représentent une part importante[6]. Dans de nombreuses sociétés, ce sont les femmes qui paient la facture d'eau, même si leurs revenus sont inférieurs à ceux de leurs maris, ce qui perpétue les inégalités au sein des ménages[7]. Le coût plus élevé des sources d'eau informelles aggrave non seulement la pauvreté et les inégalités entre les genres en obligeant les ménages à consacrer une grande partie de leurs revenus au financement de ces solutions de rechange, mais il absorbe en outre des ressources qui auraient pu revenir à un service de distribution de l'eau. Dans les foyers dirigés par des femmes en milieu urbain pauvre, les femmes qui soutiennent les ménages sont souvent des travailleuses informelles ; par conséquent, les maladies d'origine hydrique dues au manque d'eau potable et d'assainissement peuvent mettre en péril la génération de revenus, la sécurité financière et, partant, la sécurité alimentaire.

> Les ménages à faible revenu sont souvent contraints de dépenser jusqu'à **15 fois plus** pour de l'eau provenant de sources privées peu fiables.

Les problèmes de pénurie d'eau et d'inégalité ne font qu'être exacerbés par la croissance démographique, la migration vers les villes, l'évolution des modes de consommation et le changement climatique. D'ici 2050, la population urbaine mondiale devrait croître de 2,5 milliards, et 90 % de cette croissance se produira en Asie et en Afrique ; l'Inde à elle seule devrait enregistrer 17 % de cette croissance[8]. Les populations vulnérables en situation de fragilité et de conflit (FCS), les réfugiés et les déplacés peuvent être particulièrement exposés à un accès réduit à l'eau et à l'assainissement, et les femmes confrontées à des vulnérabilités particulières sur fond de demande croissante. La demande en eau douce devrait augmenter de jusqu'à 40 % au-dessus du niveau des sources d'eau actuellement accessibles[9,10]. Dans le même temps, plus de 90 % du financement de l'eau et de l'assainissement provient de sources publiques[11], et les tarifs ne couvrent souvent même pas les dépenses opérationnelles de base, en particulier dans les économies en développement. Ainsi, comprendre les contraintes actuelles liées à l'accès à l'eau et la manière d'aborder les questions de genre pour améliorer les activités commerciales et le développement est une préoccupation urgente.

> D'ici 2050, la population urbaine mondiale devrait **croître de 2,5 milliards**, et **90 % de cette croissance se produira en Asie et en Afrique.** L'Inde à elle seule devrait enregistrer 17 % de cette croissance.

Comprendre les manières différenciées dont les femmes et les hommes interagissent en tant que clients et utilisateurs finaux des services d'eau et d'assainissement — et accroître l'inclusion des femmes dans les projets — peut conduire à une meilleure prestation de services et à un meilleur recouvrement des coûts par les prestataires de services d'eau et d'assainissement. Ce recouvrement des coûts peut alors apporter aux fournisseurs de services les revenus dont ils ont besoin pour étendre l'infrastructure de services dans les zones mal desservies, ce qui augmenterait le nombre d'utilisateurs et les bénéfices.

L'inclusion croissante des femmes dans les domaines de l'eau et de l'assainissement contribue également à éliminer les obstacles à leur participation aux activités économiques et à la vie publique, permettant ainsi aux villes de récolter les avantages économiques et sociaux d'une société plus diversifiée et plus productive[12].

## DES TOILETTES SUR LE LIEU DE TRAVAIL : L'IMPACT ÉCONOMIQUE

### PAS DE TOILETTES

**25 %** DES LIEUX DE TRAVAIL

**3 %** DES POSTES SANITAIRES

**74 %** DES PLACES DE MARCHÉ

### TOILETTES INADAPTÉES

**14 %** DES LIEUX DE TRAVAIL

**11 %** DES POSTES SANITAIRES

**13 %** DES PLACES DE MARCHÉ

Si les employées manquaient un jour de travail par mois pendant leur période menstruelle en raison de l'absence d'installations sanitaires adéquates, les **Philippines** et le **Viet Nam** déploreraient 1,5 million et 13,8 millions de jours non travaillés respectivement, ce qui entraînerait une perte économique de **1,28 million et 13 millions de dollars par an**[13].

Le financement des secteurs public et privé est nécessaire pour combler les besoins importants de ressources pour les projets visant à améliorer l'accès à l'eau. Entre 2009 et 2018, IFC a investi et mobilisé plus de 2 milliards de dollars dans 55 projets dans le secteur mondial de l'eau et de l'assainissement[14]. Il existe toujours un besoin urgent d'augmenter considérablement les investissements dans le secteur, et pourtant les investissements privés dans les ressources en eau sont souvent hautement politisés et empreints de méfiance. Une approche d'investissement tenant compte des besoins et des priorités des collectivités, notamment des femmes et des ménages à faible revenu, peut contribuer à générer la confiance et l'acceptation sociale de la collectivité et à ouvrir la voie à des investissements cruciaux qui sauvent des vies et génèrent des revenus. De plus, généraliser l'accès à l'eau et à l'assainissement est capital pour améliorer équitablement la santé et la productivité des individus et des sociétés. De surcroît, on estime que chaque dollar investi dans l'assainissement rapportera 5,50 dollars de bénéfices, et que chaque dollar investi dans l'eau potable en rapportera 2[15].

Le présent argumentaire montre comment l'adoption d'une approche inclusive impliquant les femmes dans la conception des services, la structuration des tarifs et les effectifs même du secteur de l'eau et de l'assainissement[16] peut améliorer la prestation de services, la sécurité et le recouvrement des coûts, tout en permettant aussi aux villes de cueillir les fruits d'une plus grande participation des femmes à la vie sociale et économique. Il s'achève sur des actions spécifiques que les prestataires de services d'eau et d'assainissement et leurs partenaires, tels que les pouvoirs publics et les organisations multilatérales, peuvent entreprendre pour améliorer le nombre de femmes dans leurs effectifs, la sensibilisation des clients et les relations avec ces derniers, et la conception des services.



CommDev | AN INNOVATION OF IFC International Finance Corporation WORLD BANK GROUP
WORLD BANK GROUP SDG PARTNERSHIP FUND | Fias THE FACILITY FOR INVESTMENT CLIMATE ADVISORY SERVICES | UMBRELLA FACILITY FOR GENDER EQUALITY | ADMINISTERED BY WORLD BANK GROUP

## 1. Accroître la participation des femmes dans les projets d'eau et d'assainissement peut améliorer l'utilisation des services, le recouvrement des coûts, les activités et la gestion dans ce secteur.

Bien comprendre les différents besoins, opportunités et contraintes des hommes et des femmes en matière d'accès à l'eau est un préalable essentiel au développement d'infrastructures d'eau rentables. Une meilleure sensibilisation aux questions d'égalité des genres liées aux différents rôles des femmes en tant que consommatrices, membres de la collectivité, employées et entrepreneuses peut :

### a. Améliorer la façon dont les projets ciblent les consommateurs, menant à l'accroissement de l'utilisation des services, à un meilleur recouvrement des coûts et à des possibilités d'expansion plus grandes.

À l'échelle mondiale, les services urbains d'eau et d'assainissement souffrent de problèmes de recouvrement des coûts et comptent généralement sur les subventions publiques pour couvrir l'intégralité de leurs coûts. Partout dans le monde, les États dépensent environ 320 milliards de dollars chaque année pour subventionner les services d'eau et d'assainissement, à l'exception de la Chine et de l'Inde. Ce chiffre représente environ 0,5 % du PIB mondial (et 1,5 à 2 % du PIB des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire). Parce que d'ordinaire les subventions ciblent uniquement les services en réseau, trop souvent elles ne profitent pas aux ménages les plus pauvres qui ne sont pas déjà raccordés aux réseaux d'eau et d'assainissement. Au bout du compte, les inégalités existantes s'en trouvent amplifiées. Une étude de la Banque Mondiale sur les subventions aux services d'eau et d'assainissement dans dix pays à faible revenu et à revenu intermédiaire a révélé que 56 % des subventions profitaient aux 20 % les plus riches de la population, contre 6 % seulement pour les 20 % les plus pauvres[17]. La pauvreté perpétuée au niveau de la ville s'étend aussi au sein des foyers. Étant donné leurs rôles domestiques traditionnels en matière de cuisine, de nettoyage et de soins dans de nombreuses cultures, les femmes sont souvent les principales utilisatrices de l'eau dans le ménage et celles qui se chargent de la recueillir, de la conserver et de la gérer[18]. Dans les quartiers urbains souffrant de pénurie d'eau ou d'un manque de raccordement à l'eau, ces tâches peuvent représenter un pourcentage important de leur temps. Par exemple, un rapport estime que dans certaines communes de Mexico, les femmes consacrent jusqu'à 30 heures par semaine à la gestion de l'eau[19]. Les femmes se chargent aussi généralement de payer la facture d'eau du ménage, même si elles ne sont pas chefs de famille. Pour ces raisons, les prestataires de services d'eau et d'assainissement ont tout intérêt à cibler les femmes en tant que principales parties prenantes et utilisatrices de leurs services.

> Une étude de la Banque Mondiale sur les subventions aux services d'eau et d'assainissement dans dix pays à faible revenu faible et à revenu intermédiaire a révélé que **56 % des subventions profitaient aux 20 % les plus riches,** contre **6% seulement pour les 20 % les plus pauvres.**

Les déficits d'approvisionnement en eau obligent généralement les ménages à faible revenu à recourir à des solutions plus coûteuses, telles que les fontaines publiques, les services de livraison ou les pastilles de chlore. Ces solutions peuvent coûter jusqu'à 15 fois plus cher que l'eau courante d'un service de distribution, tout en étant souvent de moindre qualité et peu fiables[20]. À Jakarta, Manille et Nairobi, l'eau coûte cinq à dix fois plus cher l'unité dans les bidonvilles que dans les quartiers aisés de la ville — et plus cher qu'à Londres ou New York[21]. Ces coûts plus élevés exacerbent non seulement la pauvreté et les inégalités urbaines en obligeant les ménages à consacrer une grande partie de leurs revenus au financement de ces solutions de rechange, mais captent en outre des recettes dont aurait pu bénéficier un prestataire de services d'eau. Un cercle vicieux peut ainsi se former, car un meilleur recouvrement des coûts pourrait aider à financer l'expansion nécessaire dans des zones non desservies.

À Jakarta, Manille et Nairobi, **l'eau coûte cinq à dix fois plus cher l'unité** dans les bidonvilles que dans les quartiers aisés de la ville — et plus cher qu'à Londres ou New York.

L'inclusion des femmes dans la prise de décision sur la conception des services d'eau garantit un meilleur ciblage des principaux utilisateurs de ces services. Les femmes étant très souvent celles qui recueillent l'eau et utilisent les services d'eau (pour la lessive, la cuisine, les soins aux enfants, etc.), elles ont généralement des points de vue particulièrement éclairés sur les meilleurs emplacements pour les fontaines et les toilettes publiques afin d'en accroître l'utilisation. Les femmes ont en outre souvent des connaissances informelles sur la contamination de l'eau (par ex., la contamination associée à l'assainissement). Ainsi, les consulter lors de la conception des services d'eau et d'assainissement peut être crucial pour une planification, et donc une utilisation, sûre et efficiente. Comprendre les rôles des femmes dans l'utilisation de l'eau et le paiement des factures et y répondre peut éclairer les décisions stratégiques et tarifaires et permettre de mieux adapter la conception, la commercialisation

### ENCADRÉ 1 | Microfinance sous forme de crédits d'eau

L'initiative *WaterCredit* de l'ONG *Water.org*, basée aux USA, est la première à appliquer des outils de microfinance à l'eau et à l'assainissement, consciente que des millions de personnes, si elles le pouvaient, préféreraient financer des solutions à long terme plutôt que de lutter au quotidien pour trouver de l'eau. Elle recense les régions ayant besoin d'un accès à ces ressources, noue des partenariats pour fournir un financement d'un coût abordable sous forme de prêts au titre de l'eau et de l'assainissement, et subventionne le renforcement des capacités et l'assistance technique pour élaborer, mettre à l'essai et transposer à grande échelle des mécanismes de financement de l'eau et de l'assainissement dans le monde[22]. Bien que l'initiative ne s'adresse pas seulement à elles, les femmes représentent 87 % des emprunteurs et ont un taux de remboursement de 99 %[23]. Elles ont recours au programme pour obtenir des raccordements à l'eau et des toilettes dans leur foyer, ce qui leur permet d'économiser pour elles-mêmes et leurs familles de l'argent et du temps, qui peuvent alors être consacrés à des activités génératrices de revenus : elles brisent ainsi le cycle de la pauvreté. En plus de 15 ans d'existence, l'Initiative *WaterCredit* a aidé plus de 30 millions de personnes dans 13 pays à accéder à l'eau et à l'assainissement[24].

et la diffusion des services d'eau et d'assainissement. Cela peut améliorer les niveaux de paiement et la viabilité économique des services ainsi que la satisfaction des clients, réduisant la probabilité que les utilisateurs refusent de payer ou contestent les tarifs.

Les femmes peuvent peut-être avoir des besoins particuliers en eau, mais elles se heurtent aussi fréquemment à des contraintes spécifiques, d'ordre financier ou autre, qui limitent leur accès à une eau moins coûteuse. Par exemple, les femmes ne disposent généralement pas du capital nécessaire pour payer les coûts initiaux du raccordement du foyer au réseau d'eau ou pour payer des factures mensuelles plus élevées, au lieu de paiements moins importants certes, mais plus fréquents. Elles ont aussi souvent moins accès aux transports (ou à la possibilité de se soustraire aux tâches ménagères) que les hommes. Ces types d'obstacles empêchent les femmes de devenir des clientes payantes et font qu'elles continuent d'acheter l'eau auprès de sources informelles, ce qui les maintient dans un cercle vicieux où elles achètent l'eau trop cher, et les compagnies des eaux ne peuvent pas élargir leur clientèle ni engranger des recettes. La prise en compte de la capacité financière et des besoins des femmes peut aider les prestataires de services à créer des structures tarifaires d'un coût abordable et pratiques pour les utilisateurs, par exemple, en permettant des paiements moins importants et plus fréquents dans des lieux plus proches du domicile et des méthodes de paiement utilisant l'argent mobile ou des applications pour smartphones. Cela devrait également s'étendre au service client : centres de service proches du domicile et dotés d'un personnel féminin, canaux de services numériques (avec cours ou assistance pour apprendre aux clients comment les utiliser)

### ENCADRÉ 2 | Des compteurs d'eau intelligents

L'intermédiaire de la facturation mobile *CityTaps* a développé le premier compteur d'eau et logiciel de facturation prépayé intelligent au monde pour faciliter un mode de paiement en fonction de l'utilisation du service d'eau qui s'adapte aux besoins — et aux revenus parfois irréguliers — des quartiers à faible revenu. Les clients utilisent l'argent mobile pour charger leur compte d'eau à tout moment, pour n'importe quel montant et à partir de n'importe quel téléphone. Les clients peuvent ainsi payer uniquement pour la quantité d'eau dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin, et éviter les factures mensuelles ainsi que des coûts initiaux de raccordement exorbitants. De cette manière, le modèle aide les services d'eau à devenir financièrement indépendants et capables d'investir dans des infrastructures d'eau au profit des résidents urbains pauvres[25].

Les ménages bénéficiaires du premier projet pilote de *CityTaps* à Niamey (Niger) ont indiqué qu'ils avaient économisé 94 % sur leur budget de l'eau, libérant ainsi des ressources pour d'autres achats. Environ 90 % des femmes et des filles ont fait état de gains de temps, car elles passaient des heures à attendre la livraison d'eau, à faire la queue à une borne-fontaine ou à ramener l'eau chez elles. Le projet pilote a été mené en partenariat avec la Société D'exploitation Des Eaux du Niger (SEEN), une filiale locale de Veolia, une société transnationale française de gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets ; il a ensuite été élargi en partenariat avec la *SEEN* et la société de télécommunications *Orange Niger*. Les deux sociétés ont signalé une augmentation de leur clientèle et du nombre d'abonnés.

### ENCADRÉ 3 | Garantir que la logistique des consultations facilite la participation des femmes

Il s'agit de garder à l'esprit que les rôles et les responsabilités basés sur le genre signifient souvent que les hommes, les femmes ou d'autres groupes vulnérables de la communauté peuvent ne pas avoir un accès équitable aux consultations. Il faut s'adapter en conséquence pour que les forums consultatifs reflètent tous les points de vue de la communauté. Il ne faut pas oublier pas qu'investir dans un processus consultatif fiable peut aider à éviter des problèmes plus coûteux à l'avenir.

S'il s'avère difficile pour les femmes d'y assister, de prendre d'autres dispositions pour que la consultation soit aussi inclusive que possible. Pour assurer la diversité des genres dans le processus de consultation, il faut réfléchir à la possibilité :

- de fixer des cibles pour une consultation équitable entre les genres, notamment un nombre égal d'hommes et de femmes. d'organiser des consultations non mixtes quand les consultations mixtes ne sont pas réalisables (par exemple lorsque les normes culturelles rendent cela difficile).
- de programmer les réunions à des heures et dans des lieux qui conviennent aux femmes, qui sont déterminés après concertation avec des femmes influentes au sein de la communauté.
- de favoriser la participation des femmes en déterminant les obstacles à cette participation et en y apportant des solutions, comme la mise à disposition de moyens de transport, de services de garde d'enfants et d'autres formes de soutien domestique.
- d'avoir recours à des mécanismes participatifs comme les classements d'opportunités et les fiches communautaires pour accueillir les suggestions, les opinions et les votes divers et anonymes d'hommes et de femmes lors des consultations.
- de déterminer si les femmes ou d'autres groupes de la communauté pourraient avoir moins de connaissances sur le sujet, ce qui empêcherait leur pleine contribution et justifierait des conversations préliminaires pour renforcer leurs connaissances et leurs compétences avant la consultation proprement dite.

et service client via la messagerie *WhatsApp* — comme le nouveau canal de service *WhatsApp* par *Sabesp* au Brésil[26] — sont autant de méthodes susceptibles d'accroître la capacité des femmes et des personnes ayant trop peu de temps ou de mobilité à obtenir de l'aide. Les femmes et les ménages à faible revenu peuvent avoir plus facilement accès à un téléphone portable qu'à un compte bancaire, un bureau de facturation ou à Internet. Faciliter les paiements mobiles peut faire gagner du temps aux femmes et éviter aussi les défauts de paiement. Le partenariat avec des institutions financières pour promouvoir l'accès à un financement ou à des fonds, par exemple sous la forme de prêts au titre de l'eau et de l'assainissement, peut donner aux emprunteurs — en particulier aux femmes — le capital initial dont ils ont besoin pour payer les produits et les services. Voir l'encadré 1 pour un exemple avec *Water.org*.

Malgré leurs responsabilités dans l'utilisation et le paiement de l'eau, les femmes ne sont pas toujours représentées dans les consultations sur la structure tarifaire ou la conception des services, souvent en raison d'obstacles culturels, logistiques ou de calendrier[27]. Les entreprises qui adoptent ce qu'elles pensent être une approche neutre en matière de genre plutôt qu'une

démarche *inclusive* perpétuent souvent les inégalités existantes entre les genres et excluent involontairement les femmes, se privant ainsi des avis de ces dernières. Voir l'encadré 3 pour les stratégies visant à accroître la présence et la participation des femmes aux consultations.

## b. Augmenter la représentation des femmes dans la prestation des services d'eau, ce qui peut améliorer leur accès en tant que clientes.

### *Les femmes en tant qu'employées*

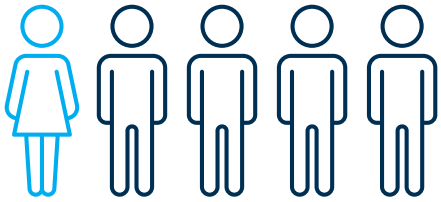
Le secteur de l'eau et de l'assainissement est une branche majoritairement masculine. Une étude de la Banque mondiale auprès de 64 prestataires d'eau et d'assainissement dans 28 pays a révélé qu'en moyenne, seulement 18 % (moins d'un sur cinq) de leurs employés sont des femmes. Alors que 23 % des ingénieurs et des responsables dans les services d'utilité collective étaient des femmes, 32 % des services étudiés ne comptaient aucune ingénieure et 12 % n'avaient aucune femme cadre[28]. De surcroît, des obstacles juridiques à l'emploi des femmes existent encore à des degrés divers dans la plupart des pays du monde : par exemple, 23 pays appliquent encore des restrictions discriminatoires explicites limitant l'emploi des femmes dans le secteur de l'eau[29]. L'inclusion de femmes à des fonctions de direction offre non seulement aux femmes davantage de possibilités d'emploi dans le secteur, mais peut également améliorer les résultats des services. Bien que les femmes ne représentent qu'une portion infime du personnel du secteur de l'eau et de l'assainissement, une étude a révélé que leur inclusion rend les projets six à sept fois plus efficaces[30].

Les femmes étant des clientes clés pour les prestataires de services d'eau et d'assainissement, un personnel plus diversifié peut également aider ces prestataires à mieux comprendre les préoccupations et les besoins des clientes et à mieux y répondre, ce qui se solderait par des services plus efficaces et des clients plus satisfaits. **LA SUITE D'OUTILS 1** de cette boîte à outils est conçue pour aider les entreprises à éviter les obstacles courants à l'emploi des femmes dans les secteurs d'infrastructure tels que l'eau, et à accroître le recrutement, la rétention et la promotion des femmes sur le marché du travail.

### *Entreprises dirigées par des femmes*

En plus de veiller à intégrer la notion de genre dans l'emploi et les relations avec les communautés, les entreprises d'infrastructure doivent réfléchir aux moyens de rendre leurs chaînes d'approvisionnement plus inclusives. La diversité des fournisseurs, y compris en termes de diversité des genres, est connue pour favoriser la compétitivité, réduire les risques de perturbations, et renforcer l'innovation. Offrir des contrats de sous-traitance à des entreprises locales détenues et gérées par des femmes est un autre moyen de promouvoir des relations communautaires solides et de garantir que les bienfaits des opérations profitent aux différents membres de la collectivité et à leurs familles[31]. **LA SUITE D'OUTILS 2** contient des outils destinés à aider les sociétés à faire de plus en plus appel à des entreprises dirigées par des femmes et à éliminer les obstacles courants à cette dynamique, ainsi que des outils permettant de renforcer la capacité de ces entreprises à participer aux chaînes d'approvisionnement. Certaines des stratégies présentées concernent l'élaboration d'une politique d'approvisionnement intégrant tous les genres, la segmentation des contrats et la création de stratégies de collaboration avec les fournisseurs.

Une étude de la Banque mondiale auprès de 64 prestataires de services d'eau et d'assainissement dans 28 pays a révélé qu'en **moyenne, seulement 18 % (moins d'un sur cinq) de leurs employés sont des femmes.**



**32 %** SERVICES PUBLICS ÉTUDIÉS **N'AVAIENT PAS D'INGÉNIEURES**

**12 %** SERVICES PUBLICS ÉTUDIÉS **N'AVAIENT PAS DE FEMMES CADRES**

**23 PAYS APPLIQUENT DES RESTRICTIONS DISCRIMINATOIRES EXPLICITES À L'EMPLOI DES FEMMES DANS LE SECTEUR DE L'EAU.**

De plus, étant donné que les femmes représentent une proportion importante des entrepreneurs et que l'entrepreneuriat est essentiel à leur autonomisation économique, le manque d'accès à l'eau pour les petites et moyennes entreprises (PME) peut entraver considérablement les progrès des femmes. Les entreprises détenues et gérées par des femmes peuvent être plus petites et touchées de manière plus disproportionnée par l'interruption de l'accès aux infrastructures publiques, comme l'eau et l'assainissement, que les entreprises détenues et gérées par des hommes[32]. Les micro-entreprises informelles jouent un rôle dominant dans les pays à faible revenu, représentant 47,2 % du PIB[33]. À l'échelle mondiale, une entreprise sur trois appartient à une femme ; ce chiffre varie d'une région à l'autre, l'Amérique latine ayant le chiffre le plus élevé, soit 50 %[34]. Les petites entreprises de distribution d'eau transforment les individus en entrepreneurs du secteur de l'eau pouvant contribuer à apporter de l'eau potable aux foyers dépourvus de raccordement au réseau d'eau. Les partenariats entre les services publics et ces petites entreprises d'eau peuvent profiter aux services publics, tout en créant des emplois et en améliorant l'accès à l'eau dans les collectivités[35].

**À l'échelle mondiale, une entreprise sur trois appartient à une femme.** Ce chiffre varie d'une région à l'autre, l'Amérique latine ayant le chiffre le plus élevé, soit 50 %.

### c. Réduire les obstacles à la participation des femmes à la vie économique et sociale de leurs collectivités et de leurs villes, ce qui élargit la croissance économique.

Le manque fréquent d'accès à des services d'eau et d'assainissement suffisants pour les ménages urbains à faible revenu a des contrecoups sur leur bien-être et leur progrès social et économique. Étant donné que les femmes sont généralement responsables de la gestion de l'eau au sein du foyer, en plus d'être principalement chargées des soins, leur temps et leur santé sont particulièrement mis à mal lorsque l'eau est insalubre ou que des membres de la famille tombent malades.

Le coût d'un assainissement de mauvaise qualité nuisant à la santé, à la productivité et à l'environnement dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure est estimé à 260 milliards de dollars par an[36]. Un mauvais assainissement augmente l'incidence des maladies, la mortalité infantile et l'absentéisme au travail et à l'école, les femmes et les enfants étant les plus touchés[37]. L'eau contaminée et un assainissement inadéquat dans les pays en développement sont à l'origine d'environ 675 000 décès prématurés par an, principalement chez les enfants[38], ce qui alourdit le fardeau des soins et réduit le temps consacré aux activités génératrices de revenus pour les femmes s'occupant des enfants. Une étude menée auprès de femmes au Brésil a révélé qu'en 2016, la diarrhée ou les vomissements associés au manque d'accès à des installations sanitaires adéquates ont été à l'origine de 862,7 millions d'heures d'absence dans le cadre d'activités ordinaires. L'étude a déduit qu'un accès généralisé à l'assainissement permettrait aux femmes brésiliennes de récupérer chaque année 72,2 millions d'heures sur leur temps. Et si un meilleur assainissement signifiait pour les femmes une diminution du temps consacré à s'occuper des membres de la famille, cela réduirait encore davantage le fardeau des responsabilités familiales incombant aux femmes et le temps correspondant, augmentant ainsi leur temps libre qu'elles pourraient consacrer à d'autres activités, notamment celles générant des revenus[39]. L'accès à des services d'eau et d'assainissement appropriés épargne le temps et préserve la santé des femmes et des filles, ce qui leur permet de s'adonner à des activités économiques, éducatives et sociales.

Le coût d'un assainissement de mauvaise qualité nuisant à la santé, à la productivité et à l'environnement dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure est estimé à **260 milliards de dollars par an.**

### ENCADRÉ 4 | L'assainissement au service de l'éducation

*Sanergy* est une entreprise sociale qui a mis au point une solution de substitution pas chère aux égouts dans les bidonvilles urbains de Nairobi (Kenya), où les déchets sont le plus souvent déversés illégalement. Ses toilettes franchisées, baptisées *Fresh Life*, qui ont été développées en partenariat avec *Oxfam* et comprennent un coin pour le lavage des mains avec du savon, de l'eau ainsi qu'un dispositif d'enlèvement des produits d'hygiène féminine, sont gérées par les propriétaires. Les propriétaires évacuent les déchets à l'aide de charrettes à bras et de camions, et ces déchets sont ensuite transformés en produits, comme l'engrais organique ou des aliments fourragers, qui sont mis à la disposition des agriculteurs kényans.

Après l'installation des toilettes *Fresh Life* de *Sanergy* dans les écoles de *Mukuru kwa Reuben*, l'un des plus grands bidonvilles de Nairobi, des enquêtes ont révélé que les inscriptions et l'assiduité scolaire avaient augmenté de 20 % en moyenne, et que les enseignants et les parents étaient plus heureux. Une directrice d'école a déclaré que la dernière épidémie de diarrhée dans son établissement avait entraîné le retrait de sept élèves par leurs parents, mais qu'après l'arrivée des commodités *Fresh Life*, les inscriptions avaient augmenté de 17 %. Les parents des futurs élèves venaient visiter l'école et voir les toilettes *Fresh Life*. La hausse des inscriptions a en outre contribué à augmenter les revenus des écoles et leur capacité à fournir davantage de services d'assainissement à leurs élèves. Une autre étude du programme a révélé que « les élèves des écoles disposant de toilettes plus propres risquaient deux fois moins d'être absents que les élèves des écoles dont les toilettes étaient plus sales ». Les filles qui avaient déjà leurs règles appréciaient les toilettes pour l'intimité et la sécurité qu'elles offrent.

Le périmètre de l'école s'est lui aussi considérablement assaini depuis l'installation des toilettes *Fresh Life*. Avant, les élèves de l'école communautaire *Reuben Baptist* défiquaient sur les aires de jeux et dans les champs alentour pendant la récréation. Désormais, la cour et les champs sont propres et les enfants peuvent s'y déplacer sans risque[40].

## d. La construction d'installations d'eau et d'assainissement améliore la sécurité et réduit la violence et le harcèlement basés sur le genre.

Quand les femmes doivent sortir ou se rendre dans des endroits éloignés pour aller chercher de l'eau ou utiliser des installations sanitaires, elles s'exposent à la violence basée sur le genre, à des conflits et à d'autres problèmes de sécurité. Le fait de retarder la collecte de l'eau ou l'utilisation des installations sanitaires peut entraver les activités quotidiennes des femmes, notamment les tâches ménagères ou la fréquentation scolaire, et peut être préjudiciable tant sur le plan physique que psychologique.

Cependant, disposer de toilettes ne suffit pas. Les installations sanitaires doivent être construites en prenant en compte les avis des femmes censées les utiliser. Une conception qui intègre les besoins des utilisateurs et les connaissances locales peut non seulement conduire à une utilisation accrue, mais en outre améliorer l'entretien. Par exemple, de nombreuses concertations avec les femmes des camps de réfugiés Rohingya au Bangladesh ont conduit à des ajustements de la conception en termes de sécurité et de facilité d'utilisation, notamment des modifications du toit des toilettes pour plus d'intimité ainsi que l'installation de poignées

solides le long des murs à côté des toilettes : les femmes enceintes et les personnes âgées et handicapées pouvaient ainsi utiliser les installations de manière indépendante et digne[41]. Pour garantir la sécurité, la santé et le confort des femmes et des filles, les installations sanitaires doivent prendre en compte des éléments de conception comme les serrures, les poubelles, un éclairage suffisant, des portes appropriées sans interstices pour préserver l'intimité, ainsi que l'accès à l'eau et au savon. Dans la mesure du possible, les femmes devraient disposer d'installations séparées dans des endroits sûrs, nettoyés et entretenus régulièrement. La conception des installations doit en outre intégrer la santé et l'hygiène menstruelles pour garantir l'équité et la dignité, ainsi que leur utilisation appropriée. Par exemple, des poubelles ou des vide-ordures permettent de ne pas jeter les serviettes hygiéniques dans les toilettes, évitant ainsi les obstructions qui réduisent la durée de vie des installations[42]. Le graphique à la page 3 est un exemple pour montrer comment l'accès à des installations sanitaires adéquates peut aussi influer sur l'absentéisme des employés et sur les bénéfices.

Un assainissement adéquat réduirait non seulement les agressions et les coûts municipaux dans les zones urbaines, mais permettrait en outre aux femmes de participer plus en sécurité aux activités commerciales et à la vie publique. Environ 70 % des agressions sexuelles dans l'État de Delhi (Inde), surviennent quand les femmes quittent leur domicile pour déféquer en plein air[43]. Dans une étude menée en Afrique du Sud, des chercheurs ont conclu que dans la commune de Khayelitsha, le coût de l'augmentation du nombre de toilettes (entretien inclus) ferait plus que compenser les coûts actuels que la ville doit supporter en raison des agressions sexuelles liées au manque d'accès aux installations sanitaires[44]. Dans une enquête de *Plan International* menée auprès de 7 000 jeunes dans quatre régions du monde, une fille sur quatre a déclaré qu'elle n'est jamais à l'aise quand elle utilise les latrines scolaires[45]. Une autre étude menée en Inde a révélé qu'un quart des filles ne vont pas à l'école pendant leurs règles[46].

Mais la construction de ces installations peut elle-même accroître les risques de violence et de harcèlement basés sur le genre, car le développement de projets entraîne souvent un afflux de travailleurs majoritairement masculins dans la zone du projet. Les projets peuvent parfois se dérouler dans des zones où les niveaux de pauvreté sont très élevés, exacerbant ainsi la vulnérabilité sociale et économique. Une surveillance adaptée est requise, et des mesures préparatoires, comme des évaluations des risques de violence et de harcèlement à caractère sexiste, des codes de conduite et des formations à l'intention des employés et des sous-traitants, peuvent contribuer à réduire ces risques.

## ENCADRÉ 5 | Changer le cours des activités pour réduire le harcèlement aux Îles Salomon

Aux Îles Salomon, un pays où les taux de violence et de harcèlement basés sur le genre sont élevés et qui n'offre aucune protection juridique suffisante contre le harcèlement sexuel et la discrimination sur le lieu de travail, IFC et la Chambre de commerce et d'industrie des Îles Salomon ont mis en œuvre le programme *Respectful Workplaces* (lieux de travail respectueux)[47] en 2017 pour promouvoir la compétitivité des entreprises et l'autonomisation économique des femmes dans le secteur privé. Le volet mis en place aux Îles Salomon a été baptisé *Waka Mere*, ou « Elle Travaille » en Pijin.

L'une des entreprises participantes était la *Solomon Islands Water Authority* (SIWA), un service public d'eau et d'assainissement urbains qui a rejoint le programme après avoir pris conscience des avantages commerciaux à promouvoir un lieu de travail plus respectueux. La participation de la SIWA a commencé par une phase d'évaluation soutenue par IFC pour l'aider à comprendre les rôles des hommes et des femmes dans l'entreprise, les sentiments et le vécu du personnel, les politiques et les procédures, ainsi que tous les mécanismes en place pour lutter contre l'intimidation et le harcèlement et veiller au bien-être des employés. Face aux constats dégagés, la SIWA a procédé à des changements, notamment à l'adoption de politiques contre le harcèlement et la violence domestique, à la formation de 11 responsables et 81 membres du personnel, à l'élaboration d'une politique sur la violence domestique spécifique au site et à la formation d'une équipe de contact pour les cas de violence domestique.

Les entreprises qui ont participé à *Waka Mere* ont signalé des améliorations notables en matière d'égalité des genres sur leur lieu de travail, notamment :

- une plus grande fidélisation des employés
- l'amélioration des compétences et de la confiance des employées
- un sentiment accru de sécurité et de bien-être au travail chez les employées
- un plus grand nombre de femmes à des postes traditionnellement masculins
- l'adoption généralisée de nouvelles politiques et pratiques relatives au respect sur le lieu de travail

## 2. Stratégies pour réduire les disparités entre les genres : que doivent faire les prestataires de services d'eau et d'assainissement ?

Voici une liste de stratégies que les prestataires de services d'eau et d'assainissement peuvent envisager pour accroître l'intégration des femmes dans la conception et la mise en œuvre des services et la sensibilisation, selon leurs besoins, leurs capacités et leurs priorités actuels ou futurs :

### a. Améliorer le ciblage des consommateurs et des bénéficiaires par les projets, ce qui augmentera l'utilisation des services et améliorera le recouvrement des coûts.

- Pour comprendre la diversité des utilisateurs, intégrer le genre dans la méthodologie et l'analyse des évaluations communautaires de base, des études d'impact social, des consultations communautaires, des compensations, du suivi participatif et des mécanismes de règlement des plaintes. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 3.2 : Auto-évaluation rapide des entreprises sur le genre et la participation communautaire**, **OUTIL 3.3 : Auto-évaluation rapide des entreprises sur le genre et les relations avec les utilisateurs**, **OUTIL 3.5 : Intégrer la notion de genre dans les évaluations communautaires de base**, **OUTIL 3.6 : Intégrer la notion de genre dans les études d'impact social**, **OUTIL 3.7 : Faciliter une participation équitable des hommes et des femmes aux consultations sur les opérations d'infrastructure**, **OUTIL 3.10 : Veiller à prendre en compte la notion de genre dans le suivi et l'évaluation participatifs ainsi que dans les mécanismes de règlement des plaintes**, et **OUTIL 3.11 : Concevoir un processus de réinstallation sensible au genre**.)

- Veiller à ce que les consultations communautaires et les services de soutien aux consommateurs ciblent tous les utilisateurs, y compris les femmes, les minorités ethniques, les réfugiés et les personnes déplacées, les personnes handicapées, les personnes parlant des langues autochtones ainsi que les analphabètes. Dans de nombreuses cultures ou régions, les femmes risquent de ne pas pouvoir assister aux consultations ou de ne pas pouvoir s'y exprimer librement ; dans ces cas, des réunions séparées devraient être organisées. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 3.2 : Auto-évaluation rapide des entreprises sur le genre et la participation communautaire**, **OUTIL 3.3 : Auto-évaluation rapide des entreprises sur le genre et les relations avec les utilisateurs**, et **OUTIL 3.7 : Faciliter une participation équitable des hommes et des femmes aux consultations sur les opérations d'infrastructure**.)

- Inclure les femmes bénéficiaires et utilisatrices dans la conception des services et des structures tarifaires. Par exemple, interroger les femmes sur la manière dont le service peut mieux répondre à leurs besoins quotidiens, ainsi que sur les structures tarifaires, les modalités de paiement et les méthodes d'interaction numérique qui leur permettraient d'effectuer des paiements réguliers à temps et de bénéficier de l'assistance client. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 3.2 : Auto-évaluation rapide des entreprises sur le genre et la participation communautaire** et **OUTIL 3.3 : Auto-évaluation rapide des entreprises sur le genre et les relations avec les utilisateurs**.)

- Former le personnel chargé de la mobilisation communautaire sur les opportunités et les difficultés liées à l'intégration du genre dans les activités. Employer des femmes comme personnel de mobilisation communautaire.

- Réfléchir à la possibilité de mener les études suivantes, le cas échéant :
  - Une étude de plateformes de paiement et de structures tarifaires innovantes adaptées pour répondre aux besoins des ménages à faible revenu, des réfugiés et des personnes aux revenus irréguliers. Il peut s'agir de celles reposant sur des modèles de paiement à l'utilisation, qui permettent aux utilisateurs de payer à concurrence de leurs besoins et d'éviter une facture importante chaque mois (voir l'exemple dans l'encadré 2).
  - Une étude qualitative et/ou quantitative pour comprendre les vulnérabilités et les risques liés aux groupes vulnérables ou à faible revenu, y compris les ménages dirigés par des femmes, en ce qui concerne les tarifs, les paiements et la mobilité.
  - La cartographie des utilisateurs dans les ménages dirigés par des femmes dans la zone de service cible pour intégrer ces informations à une base de données utilisateurs du service.
- Reconnaître que les femmes et les hommes peuvent accéder différemment aux informations, en raison de leurs rôles et de leurs niveaux d'accès à l'information souvent différents dans la société. Les cercles sociaux, les collègues de travail, la radio, la télévision et les médias sociaux ne sont que quelques-unes des sources qui peuvent différer d'un consommateur d'informations à l'autre en fonction du genre, de l'âge ou du niveau d'alphabétisation. Concevoir des communications sur le changement de comportement qui tiennent compte du genre et ciblent les femmes pour garantir que les hommes et les femmes ont connaissance des nouveaux services proposés.
- Proposer de former/d'utiliser des femmes comme éducatrices en santé communautaire, le cas échéant — leurs rôles et leurs connaissances particulières en tant que responsables de la gestion de l'eau et des soins à la maison faisant d'elles un bon choix pour cette fonction.
- Collaborer avec des institutions financières pour promouvoir l'accès aux financements, par exemple sous la forme de prêts au titre de l'assainissement, afin de donner aux emprunteurs les fonds de départ dont ils ont besoin pour payer les produits et les services d'eau et d'assainissement.
- Collaborer avec de petites entreprises de distribution d'eau pour contribuer à fournir les services requis, tout en créant des emplois et en augmentant l'accès à l'eau dans les collectivités.
- Évaluer l'adoption potentielle de méthodes de paiement mobiles comme l'argent mobile ou les applications pour *smartphones*.
- Envisager de suivre le projet depuis le début (si possible) et tout au long de la mise en œuvre, en collectant des données ventilées par sexe sur les indicateurs de santé publique et de temps, ainsi que sur leurs répercussions. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 3.15 : Exemples d'indicateurs de suivi et d'évaluation de l'intégration du genre dans la mobilisation communautaire et les initiatives communautaires par les sociétés d'infrastructure**.)

## b. Améliorer la sécurité et réduire la violence basée sur le genre.

- Effectuer une évaluation des risques de violence et de harcèlement basés sur le genre pour tous les nouveaux projets. Dans le cadre du processus de diligence raisonnable, le département des questions environnementales et sociales d'IFC réalise cette évaluation, et les équipes chargées des infrastructures, des questions environnementales, des questions sociales et des activités de conseil doivent coordonner les réponses aux risques et aux opportunités liés à la violence et au harcèlement à caractère sexiste. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 4.2 : Développer un argumentaire en faveur de lieux de travail respectueux**, **OUTIL 4.3 : Lignes directrices pour le recensement et l'évaluation des données disponibles sur la violence et le harcèlement basés sur le genre**, et **OUTIL 4.4 : Lignes directrices pour des obligations juridiques potentielles touchant à la violence et au harcèlement basés sur le genre**.)
- Réaliser un audit de la sécurité pour déterminer les moyens d'améliorer la sécurité des hommes, des femmes et des enfants, par ex. en s'assurant que les zones sont bien éclairées. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 4.6 : Une sécurité intelligente en matière de genre**.)
- Renforcer la capacité des prestataires de services à évaluer, réprimer et surveiller tout incident de violence et de harcèlement basés sur le genre parmi le personnel, les sous-traitants et envers les utilisateurs de leurs services. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 4.5 : Lignes directrices à l'intention des prestataires de services**.)
- Former les employés et les sous-traitants à reconnaître les situations de violence et de harcèlement basés sur le genre et à y répondre. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 4.7 : Enquête sur la mobilisation du personnel pour des lieux de travail respectueux** et **OUTIL 4.13 : Sensibilisation et communication sur les engagements et les approches en matière de violence et de harcèlement basés sur le genre**.)
- Élaborer des systèmes pour signaler et réprimer les cas de violence et de harcèlement basés sur le genre au sein du personnel et de la collectivité. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 4.10 : Désigner des membres du personnel pour servir de points focaux et d'équipe de contact sur les questions de violence et de harcèlement basés sur le genre**.)
- Travailler avec les prestataires de services à l'élaboration de politiques et de codes de conduite relatifs à la violence et au harcèlement basés sur le genre à l'intention de tous les employés. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 4.12 : Directives et modèle de politique sur la violence et le harcèlement basés sur le genre ainsi que le respect sur le lieu de travail**.)
- Exiger des entrepreneurs et des sous-traitants qu'ils respectent les codes de conduite relatifs à la violence et au harcèlement basés sur le genre.
- Envisager de créer ou de mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation sur les risques liés à la violence et au harcèlement basés sur le genre associés à la collecte de l'eau ou à l'utilisation des installations sanitaires.

### c. Augmenter la représentation des femmes au sein du personnel du secteur de l'eau afin de renforcer les sociétés de distribution d'eau et les services qu'elles fournissent.

- Examiner et mettre à jour les politiques et les pratiques, en matière de ressources humaines, visant à promouvoir l'égalité des genres, en particulier les politiques relatives au recrutement, au maintien en poste, à la promotion, à un environnement de travail convivial pour les parents, ainsi que les politiques sur la violence et le harcèlement basés sur le genre. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 1.11 : Élaborer des politiques et des programmes de ressources humaines pour promouvoir un personnel diversifié sur le plan du genre**, **OUTIL 1.12 : Fixer des cibles de recrutement des hommes et des femmes**, **OUTIL 1.16 : Promouvoir l'équité entre les genres dans les lieux de travail virtuels**, **OUTIL 1.17 : Réduire les préjugés implicites sur le lieu de travail**, et **OUTIL 1.18 : Lignes directrices pour la création d'un réservoir de talents et d'un personnel diversifié sur le plan du genre**.)
- Créer ou soutenir des programmes de leadership et de mentorat, des possibilités de formation et des réseaux professionnels pour les employées. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 1.20 : Modèle d'accord de mentorat**, **OUTIL 1.21 : Lignes directrices pour le développement des carrières et du leadership des femmes**, et **OUTIL 1.23 : Suivre et pérenniser les programmes de formation pour un avancement professionnel équitable pour tous les genres**.)
- Former les femmes en tant que techniciennes de réparation.
- Travailler avec les établissements d'enseignement pour encourager le recrutement des femmes comme prestataires de services et techniciennes de l'eau et de l'assainissement, c'est-à-dire en tant qu'ingénieures, techniciennes, mécaniciennes, opératrices, architectes de systèmes et gestionnaires de services publics. Des mécanismes spécifiques pourraient comprendre des bourses, des stages et du mentorat pour les filles, des programmes d'échange et des concours d'innovation. (**Outils pertinents :** Voir **OUTIL 1.18 : Lignes directrices pour la création d'un réservoir de talents et d'un personnel diversifié sur le plan du genre**.)
- Préparer une formation obligatoire sur l'égalité des genres et les préjugés inconscients à l'intention de tous les employés et sous-traitants, si possible. S'assurer que cette formation repose sur une base solide de politiques et de procédures institutionnelles sensibles au genre (voir la section b. « Améliorer la sécurité et réduire la violence basée sur le genre » ci-dessus).
- Travailler avec les communautés pour accroître la participation des femmes dans les comités et les structures locaux de gestion de l'eau.

## NORMES DE PERFORMANCE APPLICABLES

### NORME DE PERFORMANCE 1 : Évaluation et gestion des risques et des effets sociaux et environnementaux

Cette norme établit l'importance 1) d'évaluations intégrées permettant d'identifier les impacts, les risques et les opportunités associés à un projet sur le plan environnemental et social ; 2) d'une participation réelle des communautés grâce à la diffusion d'informations concernant le projet et à la consultation des populations locales sur les questions qui les touchent directement ; et 3) la gestion par le client de la performance environnementale et sociale pendant toute la durée de vie du projet. Elle relève l'intérêt d'une collaboration inclusive et participative avec les parties prenantes, des consultations et des mécanismes de règlement des plaintes pour les groupes de populations touchés. La norme de performance 1 souligne en outre l'importance d'une approche sensible au genre tout au long du cycle de vie du projet lors de l'analyse des risques, des effets et des opportunités associés au projet, y compris à des étapes telles que les diagnostics, la gestion des risques environnementaux et sociaux, les processus participatifs et l'analyse des parties prenantes.

### NORME DE PERFORMANCE 2 : Main-d'œuvre et conditions de travail

Cette norme porte sur les conditions de travail, la protection des travailleurs, la santé et la sécurité opérationnelles, les travailleurs tiers ainsi que les travailleurs qui participent à la chaîne d'approvisionnement. Concernant le genre, elle promeut la non-discrimination et l'égalité des chances, la santé et la sécurité au travail, ainsi que la protection des travailleurs potentiellement vulnérables. Elle s'applique aux travailleurs directement engagés par le client (travailleurs directs), aux travailleurs engagés par des tiers pour effectuer des travaux liés aux processus commerciaux de base du projet pendant une période substantielle (travailleurs contractuels), ainsi qu'aux travailleurs engagés par les principaux fournisseurs du client (travailleurs de la chaîne d'approvisionnement).

### NORME DE PERFORMANCE 4 : Santé, sûreté et sécurité des populations

Cette norme reconnaît que les activités commerciales et les projets d'infrastructure peuvent exposer les collectivités locales à des risques accrus et à des effets négatifs liés aux accidents de chantier, aux substances dangereuses, à la propagation de maladies ou aux interactions avec le personnel de sécurité privé. La norme de performance 4 aide les entreprises à adopter des pratiques responsables pour réduire ces risques, y compris la préparation et la réponse aux situations d'urgence, la gestion des forces de sécurité et la conception de mesures de sécurité. Les femmes, en tant que sous-ensemble de la population touchée, peuvent être confrontées à des risques différentiels, résultant par exemple de problèmes de santé ou de violences basées sur le genre. Les risques pour les populations touchées, tels que décrits dans la norme de performance 4 (préparation et réponse aux situations d'urgence, substances dangereuses, personnel de sécurité, etc.) doivent être évalués et atténués en fonction des effets différenciés sur les hommes et les femmes pendant la conception et la mise en œuvre du projet.

## Notes de fin

1 World Bank Open Data. Banque mondiale, 2020. Les installations sanitaires améliorées s'entendent notamment des systèmes d'égouts à chasse d'eau, des fosses septiques ou des latrines à fosse, des latrines à fosse améliorées ventilées, des toilettes à compostage ou des latrines à fosse avec dalles.

2 World Bank Open Data. Banque mondiale, 2020. Les « installations sanitaires gérées en toute sécurité » font référence au pourcentage de personnes utilisant des installations sanitaires améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages et où les excréments sont éliminés en toute sécurité sur place ou transportés et traités hors site.

3 IFC, Water Supply and Sanitation Deep Dive, 2018.

4 L'OMS, Global Costs and Benefits of Drinking-Water Supply and Sanitation Interventions to Reach the MDG Target and Universal Coverage, 2012.

5 Pour en savoir plus, consulter le site Web de City Taps.

6 FNUAP, IIED, Urbanization, gender, and poverty, 2012.

7 CAP-NET, GWA, Why Gender Matters in IWRM: A tutorial for water managers, 2014.

8 Département des affaires sociales et économiques des Nations Unies (DESA), *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision*, 2018.

9 McKinsey & Company, *Charting our Water Future: Economic Frameworks to Inform Decision-making*, 2010.

10 Source existante pouvant être fournie avec une fiabilité de 90 %, sur la base des investissements historiques dans l'hydrologie et les infrastructures prévus jusqu'en 2010, compte non tenu des exigences environnementales.

11 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), *World Investment Report 2014*.

12 Bien que le terme « genre » ne fasse pas uniquement référence aux femmes, cet argumentaire vise principalement les femmes en raison des avantages moindres dont bénéficient les femmes et les filles et des risques plus élevés auxquels elles sont exposées dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.

13 Banque mondiale, Economic impacts of sanitation in Southeast Asia: A four-country study conducted in Cambodia, Indonesia, the Philippines and Vietnam under the Economics of Sanitation Initiative (ESI), 2008.

14 IFC: A Partner for Water and Municipal Infrastructure, 2019.

15 OMS, Global Costs and Benefits of Drinking-Water Supply and Sanitation Interventions to Reach the MDG Target and Universal Coverage, 2012.

16 Le présent argumentaire fait référence aux projets urbains d'approvisionnement en eau et d'assainissement tels que considérés par les opérateurs privés et publics chargés de l'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées.

17 Banque mondiale, *Doing More with Less - Smarter Subsidies for Water Supply and Sanitation*, 2019.

18 World Resources Institute, "Improving Water Security Helps Reduce the Gender Gap in Mexico City," 2021.

19 Ciudad De Mexico, 2012.

20 Pour en savoir plus, consultez le site Web de City Taps.

21 Banque mondiale, *Uncharted Waters: The New Economics of Water Scarcity and Variability*, 2017.

22 Water.org, "The water crisis is a women's crisis," 2019.

23 *Fortune*, "Invest in women to solve the water and sanitation crisis," 2021.

24 Water.org, "The water crisis is a women's crisis," 2019.

25 CityTaps, *Niamey, Niger Project Update Winter 2018/19*, 2019.

26 ABCdoABC, « Sabesp disponibiliza atendimento pelo WhatsApp para clientes residenciais » 2022.

27 CAP-NET, GWA, *Why Gender Matters in IWRM: A tutorial for water managers*, 2014.

28 Banque mondiale, « Women in Water Utilities: Breaking Barriers," 2019.

29 Inka Schomer et Alicia Hammond, "Stepping Up Women's STEM Careers in Infrastructure: An Overview of Promising Approaches," document ESMAP. Washington : Banque mondiale, 2020.

30 WSUP, « Gender balance in the water and sanitation workforce, » 2019.

[31] IFC, *Créer des opportunités pour les femmes et le secteur privé : Une boîte à outils d'actions et de stratégies pour les sociétés pétrolières, gazières et minières*, 2018.

[32] ICRW, "Women Entrepreneurs Need More Than Capital," 2019.

[33] Ibid.

[34] Banque mondiale, « Women entrepreneurs needed—stat! » 2020.

[35] Cyrus Njiru, « Utility-small water enterprise partnerships: serving informal urban settlements in Africa, » Water Policy, 2004.

[36] Banque mondiale, « What costs the world $260 billion each year? » 2013.

[37] UNICEF, WASH and Women, 2003.

[38] Banque mondiale, « Expanding Access to Clean Water, » 2020.

[39] BRK Ambiental et Instituto Trata Brasil,*Women & Sanitation*, 2019.

[40] Sanergy, « Results from the field: Fresher, healthier kids in Mukuru, » 2013.

[41] Margaret L. Schmitt, Olivia R. Wood, David Clatworthy, Sabina Faiz Rashid, et Marni Sommer, "Innovative strategies for providing menstruation-supportive water, sanitation and hygiene (WASH) facilities: learning from refugee camps in Cox's bazar, Bangladesh," *Conflict and Health*, 2021.

[42] UNICEF, *Guidance on Menstrual Health and Hygiene*, 2019.

[43] We are Water Foundation, "Toilets to provide freedom, health and dignity to women," 2017.

[44] Gregg Gonsalves, Edward Kaplan, A. David Paltiel, « Reducing Sexual Violence by Increasing the Supply of Toilets in Khayelitsha, South Africa: A Mathematical Model, » 2015.

[45] United Nations Girls' Education Initiative, Infographic: End School-related Gender-based Violence, 2014.

[46] Anna Maria van Eijk, M Sivakami, Mamita Bora Thakkar, Ashley Bauman, Kayla F Laserson, Susanne Coates, et Penelope A Phillips-Howard, « Menstrual Hygiene Management among Adolescent Girls in India: A Systematic Review and Meta-Analysis » 2016.

[47] Inka Schomer et Alicia Hammond, « Stepping Up Women's STEM Careers in Infrastructure: Case Studies, » document ESMAP. Washington : Banque mondiale, 2020.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Adriana Eftimie (aeftimie@ifc.org) ou Katherine Heller (kheller@ifc.org) ou pour en savoir plus, rendez-vous sur commdev.org/infra-gender-toolkit.